

ils seraient peut-être en position un peu plus solide quand ils nous demandent d'accepter leurs arguments.

Des voix: Bravo!

M. Blaikie: Monsieur le Président, le gouvernement a dit beaucoup de choses au sujet des Nations Unies. Depuis la réaction à l'invasion irakienne du Koweït, on signale la sélectivité de l'indignation internationale. Chacun y va de son événement favori où, contrairement à l'indignation actuelle, la communauté internationale a donné son accord, qu'il s'agisse de l'invasion du Tibet par la Chine, de l'invasion de la partie orientale de Timor par l'Indonésie ou d'un autre cas.

Tous ces arguments sont utiles quand nous découvrons l'une après l'autre les couches de l'hypocrisie qui imprègne les affaires internationales. Mais je dis, comme le gouvernement, que nous n'accomplissons rien en déterrant de vieilles histoires et en refaisant le procès d'anciens coupables. La situation est nouvelle.

Les Nations Unies de l'après-guerre froide de 1989 et d'après la chute du mur de Berlin sont en effet renouvelées. Il n'est donc pas juste de comparer leur omission d'agir par le passé à leurs actes d'aujourd'hui, car la situation est totalement différente. La question n'est donc pas: «Pourquoi les Nations Unies n'ont-elles pas agi ainsi auparavant?» Cela ne fait que ressortir toute leur hypocrisie et leur sélectivité dans le cas présent. La question devient: «Est-ce la bonne décision à prendre maintenant dans ce nouveau contexte?»

• (2120)

Je vais vous dire quelle est ma plus grande crainte pour cette nouvelle ONU. Cela a quelque chose à voir avec l'observation que la ministre de la Justice a faite lorsqu'elle a parlé du monde occidental industrialisé. Ma plus grande crainte pour cette nouvelle ONU, c'est qu'après avoir été paralysée par la guerre froide et avoir été impuissante, maintenant que le conflit nord-nord que l'on appelait est-ouest est terminé, il est possible que ce nouveau nord uni ou de plus en plus uni se penche sur ses propres intérêts collectifs d'une façon qui opposera de plus en plus le nord industrialisé au sud, de plus en plus au tiers monde.

Initiatives ministérielles

Si nous faisons abstraction du personnage de Saddam Hussein et de tout ce qu'il a fait de mal en Irak et au Koweït, il n'est pas impossible de le considérer comme étant symbolique d'une réalité du tiers monde qui dit au monde occidental industrialisé: «Nous ne voulons plus voir le monde dirigé par le club auquel appartient le Canada. Nous voulons que le club soit élargi. Nous voulons que plus de décisions soient prises pendant conférences internationales sur la paix pour régler les problèmes du Moyen-Orient et dans d'autres forums internationaux. Nous n'acceptons pas que le monde occidental industrialisé ait encore le droit de présumer que ce sont ses intérêts qui amènent le monde à entrer en guerre.»

Voilà le doute qui m'assaille à propos de ce nouvel ordre mondial, sur lequel je fondais beaucoup d'espoir il n'y a pas si longtemps.

Ce que nous voyons ici malgré les défauts des deux côtés laisse présager un monde de plus en plus divisé entre les riches et les pauvres. Et Saddam Hussein est un pauvre possédant une armée importante. Nous avons là un pays qui ne fait pas partie du club des grands, si vous voulez, et qui suit une voie que je réprouve.

Je pense cependant qu'il devrait y avoir une forme de négociation. Il faut prendre en considération ces réalités que je faisais ressortir. La guerre ne sera plus alors la solution. Une guerre ne fera que conduire à de nouveaux problèmes, à de nouveaux Saddam Hussein et à de nouveaux régimes brutaux qui naîtront des cendres, de préférence à des régimes démocratiques. Je pense que c'est une des choses que le gouvernement ne semble pas prendre en considération.

J'ai dit des cendres et je sais que d'autres en parleront, mais il faut aussi tenir compte de la dimension écologique de la guerre. Ce sera peut-être le genre de guerre que nous avons refusée en Europe pendant 45 ans, parce que les conséquences étaient trop horribles à envisager. Elles auraient été pires que le problème que la guerre aurait été censée corriger. Lorsqu'on prend en considération la dimension écologique de la guerre, on se trouve devant un choix très difficile. Ce que nous avons décidé, au Nouveau Parti démocratique, c'est que nous ne voulons pas que le Canada soit partie au déclenchement d'un tel conflit.

Le gouvernement dit que la crédibilité de l'ONU est en cause, mais c'est une crédibilité encadrée par les actions du gouvernement américain qui envoie des quantités impressionnantes de troupes. Les ressources et les troupes qui sont là-bas ne peuvent avoir été envoyées qu'avec l'idée de reconquérir le Koweït et peut-être d'envahir l'Irak, que l'ONU en accepte le principe ou non.